

le prolétaire

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : la revendication de la ligne qui va du Manifeste Communiste à la Révolution russe d'Octobre et à la fondation de l'Internationale Communiste ; la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts Populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

**ORGANE MENSUEL
DU PARTI COMMUNISTE
INTERNATIONAL
(Programme Communiste)**

Novembre 1966 - 4^{me} Année - N° 37

Le numéro : 0,40 F — 4 F.B.

Abonnement annuel ... 4 F - 40 FB

Abonnement de soutien 10 F - 100 FB

"Le Prolétaire", B.P. n° 375 Marseille-Colbert
ou R.P. n° 24 Paris (19e)
C.C.P. 2202-22 Marseille

L'opportunisme stalinien dans la vallée de la mort

Monsieur Gus Hall, vous étiez mercredi dernier l'hôte d'honneur du « meeting de solidarité avec les forces pacifiques des Etats-Unis contre l'agression américaine et pour la paix au Vietnam » organisé par le P.C.F. à la Mutualité. Vous nous venez de la citadelle du capitalisme mondial, Monsieur Hall, celle où la dernière lutte de classe, et probablement la plus âpre, décidera du sort de la révolution prolétarienne mondiale ; vous êtes secrétaire général du parti communiste des Etats-Unis ; et c'est une chance rare de vous entendre, puisque c'est la première fois, depuis trente-six ans, que votre gouvernement vous donne l'autorisation de sortir de la citadelle. C'est pourquoi nous vous avons écouté avec attention.

Vous savez trouver les accents capables d'émouvoir les foules, Monsieur Hall. Permettez-nous de vous citer : « La sauvagerie de l'Allemagne hitlérienne, transportant ses victimes sur les lieux des crématoires, a choqué la conscience des hommes. Mais, aujourd'hui, les Etats-Unis ont mis en service des centaines de crématoires volants déversant des mers de flammes qui dévorent villages, villes et campagnes. Leurs premières victimes : les femmes et les enfants... »

Comme vous n'avez pas lu le dernier numéro du "Prolétaire", où nous aussi (mais cela devient vraiment banal maintenant !) rapprochions les méthodes de la « grande démocratie américaine » et celles du « fascisme allemand », permettez-nous — sans nous citer — de vous rafraîchir la mémoire. Au cours de la grande croisade pour la Liberté, le Droit et la Civilisation, les Alliés et spécialement les occidentaux, ont déjà utilisé les « crématoires volants ». Le phosphore a coulé, non pas en mers, mais déjà en fleuves, le long des murs de Hambourg et de Ludwigshafen, phosphore anglo-saxon, anglais et américain. Et les 120.000 morts de Dresde ont péri brûlés ou asphyxiés dans une « tempête de feu » (Fire tempest) scientifiquement déclenchée par le plus terrible bombardement classique de la guerre, l'attaque anglo-américaine du 13 février 1945. Et Hiroshima, et Nagasaki, Monsieur Hall ?

Pourtant, à cette époque, dans l'euphorie de la victoire, vous mêliez votre voix aux accents vengeurs au cœur de ceux qui promettaient aux prolétaires, massacrés par millions dans la plus gigantesque tuerie de l'Histoire, des « lendemains qui chantent... »

Aujourd'hui nous avons des lendemains qui brûlent, des lendemains qui saignent, mais vous, Monsieur Hall, avez probablement oublié ce que vous disiez en 1945, et puis, de toutes

façons, Staline mort et révisé, vous avez perdu l'habitude de ces sinistres autocritiques grâce auxquelles l'Internationale antifasciste tentait de conjurer la suite ininterrompue de ses échecs sanglants.

Si vous étiez capable d'une réflexion quelconque vous comprendriez ce que notre courant n'a cessé d'affirmer depuis vingt ans : « c'est le fascisme qui a gagné la guerre ».

Car le fascisme ne fut pas un accident de l'histoire nationale italienne ou allemande. Il ne fut pas seulement une réponse à la menace directe que le prolétariat révolutionnaire de ces nations faisait peser sur l'Etat. Sa violence terroriste ouverte n'est pas son caractère essentiel. Il est la forme politique, la superstructure qui correspond le mieux et toujours plus à l'infrastructure économique, c'est-à-dire à l'impérialisme, au capital monopoliste qui atteint au XX^e siècle son niveau de concentration maximum, le capital financier. Il permet la subordination totale de l'appareil d'Etat au capital financier et l'intervention de ce dernier dans tous les domaines de la

vie sociale. Il est cette forme que Lénine décrivait déjà, en 1916 (sans lui donner de nom, mais sans appeler pour autant à la défense de la démocratie bourgeoise) comme « la réaction sur toute la ligne ». La violence qu'il exerce est quotidienne et universelle, véritablement totalitaire. Mais en période de prospérité, et surtout après une défaite du prolétariat, elle peut passer inaperçue. Survienne une menace prolétarienne plus ou moins directe (le problème noir aux Etats-Unis) ou même une menace bourgeoise extérieure (mouvement de libération nationale) mettant en cause la pérennité de l'expansion, et sa violence sans limite apparaît au grand jour.

L'impérialisme étant le fait dominant de notre époque, sa superstructure fasciste survit à la défaite de ses variétés nationales ; et elle n'est morte apparemment en Europe, en 1945, que pour renaître cent fois plus vigoureuse aux Etats-Unis, fortresse invaincue de l'impérialisme : bien que l'Allemagne fût déjà une grande puissance

(Suite en page 4)

Le commencement de la fin au Congrès travailliste ?

Le 65^e Congrès travailliste s'est tenu à Brighton du 2 au 7 octobre. Son importance est liée aux dernières vicissitudes du capitalisme anglais qui, comme nous l'avons déjà écrit dans ce journal, est en train de traverser une période critique caractérisée par la faible progression de la production et des exportations et l'instabilité du sterling.

Dans le but de redresser cette situation économique et financière précaire, le gouvernement travailliste a récemment adopté des mesures qui, dit-il, ne devraient pas avoir seulement des effets « anti-conjoncturels », mais constituer l'amorce d'une politique « révolutionnaire » destinée à agir profondément sur l'économie pour la porter au niveau de celle des pays capitalistes les plus modernes. Et comme ces mesures gouvernementales sont anti-prolétariennes par excellence (il suffit de rappeler le blocage des salaires et les licenciements qui ont porté le nombre des chômeurs à un demi-million), la tâche de ce Congrès ne pouvait être que d'approuver cette ligne politique et de l'appuyer.

Si cette approbation a été obtenue, comme elle l'avait dé-

jà été au Congrès des Trade Unions, on doit remarquer que cela n'est pas allé sans difficultés à cause de la résistance de l'opposition qui, à sa manière, se faisait l'écho du mécontentement des diverses couches ouvrières frappées par les mesures « socialistes ». Nous ne surestimerons certes pas la portée de l'opposition de l'aile gauche travailliste. Nous savons trop bien qu'elle se meut sur le même terrain opportuniste que le parti dans son ensemble. Aucune admiration, donc, pour Cousins, qui ne se préoccupe nullement de rompre avec le parti, mais seulement de sauver, par une tactique unitaire, le travaillisme en tant que mouvement opportuniste. Alors que n'importe quel bourgeois admet sans difficulté que la politique de Wilson n'est en rien socialiste, alors que la City adresse ses compliments au Premier travailliste, alors que les conservateurs l'envient de faire ce qu'eux-mêmes voulaient mais sans le pouvoir, M. Cousins, lui, s'inquiète de ce que les ouvriers pourraient bien ouvrir les yeux, s'éloigner de la social-démocratie et emprunter la voie révolutionnaire. C'est dans cette

(Suite en page 4)

L'ARME de la grève

INTERVIEWE à la radio sur l'orientation de la C.G.T., Benoit Frachon, secrétaire général de la grande centrale ouvrière, a eu quelques réparties édiifiantes parmi lesquelles il convient de relever celle qui suit.

Question posée au secrétaire général de la C.G.T. : « Dans le passé, la grève était pour la classe ouvrière un moyen de contestation et idéologiquement un élément stratégique de la prise du pouvoir. Cette arme classique vous paraît-elle avoir gardé toute sa valeur ? Envisagez-vous des moyens d'action nouveaux qui seraient mieux adaptés au monde d'aujourd'hui ? »

Réponse de B. Frachon : « Aujourd'hui comme hier, la grève est l'une des formes par lesquelles s'exprime l'antagonisme entre deux classes aux intérêts opposés. Si la classe ouvrière abandonnait la lutte, elle serait réduite à un état de soumission et de misère sociale qui aurait pour elle les plus graves conséquences. Ceux qui interprètent la grève comme une arme idéologique en vue de la prise du pouvoir, sont ceux qui la redoutent et tentent de la discréditer aux yeux des masses populaires en lui prêtant des objectifs qu'elle n'a pas. Le changement de régime, dont la nécessité s'avère chaque jour plus impérieuse, ne peut se comparer à la défense quotidienne des travailleurs contre l'exploitation capitaliste et les voies par lesquelles nous parviendrons à ces changements sont multiples et diverses ».

Aujourd'hui comme hier, affirme donc B. Frachon, la grève est l'expression de conflits d'intérêts sociaux. C'est exact. Mais il existe toutefois, sur la façon dont les syndicats utilisent la grève et sur les buts qu'ils lui assignent, une petite différence. Hier, c'est-à-dire à l'époque où tout le mouvement syndical n'avait pas encore sombré dans la collaboration de classe, dans la « défense de la démocratie » et dans le culte de la « grandeur nationale », ce mouvement comprenait en son sein une certaine tendance qui, à l'encontre de la volonté des dirigeants opportunistes, voulait donner à la grève son maximum d'efficacité en faisant d'elle un puissant facteur d'expérience sociale et de renforcement idéologique de la classe ouvrière. Selon cette tendance, la coalition ouvrière contre le patronat devait non seulement lui permettre de résister victorieusement à ce que Marx appelait « les empiètements incessants du Capital », mais encore convaincre les masses les plus larges de travailleurs de la nécessité de détruire le capitalisme par la dictature révolutionnaire des classes exploitées : chaque grève, chaque

agitation, chaque revendication, même la plus minime, devait concourir à la préparation morale et matérielle d'une lutte finale contre la dictature du Capital.

Cela, c'était hier. Aujourd'hui cette même tendance — autrement dit le parti actuel de B. Frachon — a prétendu trouver « des moyens d'actions nouveaux et mieux adaptés au monde d'aujourd'hui ». Il a découvert qu'on pouvait « changer de régime », par des « voies multiples et diverses », c'est-à-dire, essentiellement, par la voie parlementaire et par la collaboration loyale des syndicats ouvriers à la gestion des entreprises capitalistes et à la planification d'Etat. En conséquence, l'action que ce parti et que ces syndicats impulsent s'est trouvée dépouillée de la volonté révolutionnaire qui lui donnait précédemment toute sa force ; cette action s'est avérée de plus en plus impuissante, de plus en plus décevante, de plus en plus démoralisante. On ne lutte plus jusqu'à entière satisfaction, mais on se précipite sur le premier compromis venu, fut-il catastrophique. On ne fait plus grève pour des revendications matérielles précises et impérieuses, mais pour obtenir de « vraies négociations ». On n'arrête plus le travail en bloc et jusqu'à ce que l'exploiteur cède, mais on part en grève par petits groupes, en ordre dispersé, pour une journée, pour une heure, pour un quart d'heure ! On ne prend pas conscience de l'apreté de la lutte, mais on chante victoire à propos de conflits que personne ne prend plus au sérieux, mais qui démontrent une faiblesse et un découragement dont le patronat profite pour faire des coupes sombres, licencier des délégués du personnel, lockouter les grévistes actuels pour intimider les grévistes à venir. Ce sont là, pour les tenants du syndicalisme moderne, les « voies multiples », non pas d'un « changement de régime » mais de la « défense quotidienne des travailleurs contre l'exploitation capitaliste ».

Ce sont là aussi les résultats d'une disjonction toujours plus accentuée entre revendication immédiate et revendication historique du prolétariat. Le syndicalisme opportuniste de

(Suite en page 4)

REUNION DE LECTEURS ET SYMPATHISANTS A MARSEILLE

Le samedi 26 novembre, à 21 heures au siège du journal : 7, Cours d'Estienne d'Orves (4^e étage).

Sujet traité :
« LE MARXISME ET LA RUSSIE ».

(Le lecteur trouvera le début de cette étude dans notre précédent numéro).

La continuelle référence au lien unissant parti et classe, parti et organisations de classe du prolétariat est caractéristique des textes marxistes. Cette liaison détruit la prétendue unilatéralité de l'activité des masses et donc aussi du parti en montrant que les luttes économiques, sociales et politiques ne sont pas séparées les unes des autres mais, bien au contraire, s'influencent réciproquement et dialectiquement, donnant naissance à une série de contradictions qui caractérisent le mouvement réel des classes les unes par rapport aux autres et des partis qui représentent leurs intérêts.

Dans le **Manifeste du parti communiste de 1848**, ce rapport est magistralement décrit :

« Or, le développement de l'industrie, non seulement accroît le nombre des prolétaires, mais les concentre en masses plus considérables ; la force des prolétaires augmente et ils en prennent mieux conscience. Les intérêts, les conditions d'existence au sein du prolétariat, s'égalisent de plus en plus, à mesure que la machine efface toute différence dans le travail et réduit presque partout le salaire à un niveau également bas. Pas suite de la concurrence croissante des bourgeois entre eux et des crises commerciales qui en résultent, les salaires deviennent de plus en plus instables ; le perfectionnement constant et toujours plus rapide de la machine rend la condition de l'ouvrier de plus en plus précaire ; les collisions individuelles entre l'ouvrier et le bourgeois prennent de plus en plus le caractère de collisions entre deux classes. Les ouvriers commencent par se coaliser contre les bourgeois pour la défense de leurs salaires. Ils vont jusqu'à former des associations permanentes, pour être prêts en vue de rébellions éventuelles. Ça et là, la lutte éclate en émeute.

« Parfois, les ouvriers triomphent ; mais c'est un triomphe éphémère. Le résultat véritable de leurs luttes est moins le succès immédiat que l'union grandissante des travailleurs. Cette union est facilitée par l'accroissement des moyens de communication qui sont créés par une grande industrie et qui permettent aux ouvriers de localités différentes de prendre contact. Or, il suffit de cette prise de contact pour centraliser les nombreuses luttes locales, qui partout revêtent le même caractère, en une lutte de classes. Mais toute lutte de classes est une lutte politique... »

« Cette organisation du prolétariat en classe, et donc en parti politique, est sans cesse détruite de nouveau par la concurrence que se font les ouvriers entre eux. Mais elle renaît toujours, et toujours plus forte, plus puissante. Elle profite des dissensions intestines de la bourgeoisie pour l'obliger à reconnaître, sous forme de loi, certains intérêts de la classe ouvrière : par exemple le **bill de dix heures** en Angleterre. » (Editions sociales, 1956, p. 37).

Dans **Misère de la philosophie**, écrit entre décembre 1846 et juin 1847, Marx, dans une polémique sarcastique contre les positions philistines du petit-bourgeois intellectuel qui dominait alors les cercles ouvriers sous l'étiquette "socialiste", analyse la question d'une manière plus détaillée. Après avoir rappelé qu'en Angleterre les coalitions ouvrières furent autorisées par le Parlement, contraint à cela par le "système économique" et qu'en 1825 le même Parlement dut "abolir toutes les lois qui interdisaient les coalitions des ouvriers", Marx cite avec ironie les "socialistes de l'époque" : « Et nous, nous vous dirons, en notre qualité de socialistes, qu'à part cette question d'argent, vous ne serez pas moins les ouvriers, et les maîtres seront toujours les maîtres, après comme avant. Ainsi pas de coalitions, pas de politique, car faire des coalitions n'est-ce pas faire de la politique? ». Marx oppose la froide réalité des faits à ce beau raisonnement "logique" :

« Malgré les uns et les autres, malgré les manuels et les utopies, les coalitions n'ont pas cessé un instant de marcher et de grandir avec le développement et l'agrandissement de l'industrie moderne... »

« Ainsi la coalition a toujours un double but, celui de faire cesser entre eux la concurrence, pour pouvoir faire une concurrence générale au capitaliste. Si le premier but de résistance n'a été que le maintien des salaires, à mesure que les capitalistes à leur tour se réunissent dans une pensée de représen-

tion, les coalitions, d'abord isolées, se forment en groupe, et en face du capital toujours réuni, le maintien de l'association devient plus nécessaire pour eux que celui du salaire... Dans cette lutte — véritable guerre civile — se réunissent et se développent tous les éléments nécessaires à une bataille à venir. Une fois arrivée à ce point-là, l'association prend un caractère politique.

« Les conditions économiques avaient d'abord transformé la masse du pays en travailleurs. La domination du capital a créé à cette masse une situation commune, des intérêts communs. Ainsi cette masse est déjà une classe vis-à-vis du capital, mais pas encore pour elle-même. Dans la lutte, dont nous n'avons signalé que quelques phases, cette masse se réunit, elle se constitue en classe pour elle-même. Les intérêts qu'elle défend deviennent des intérêts de classe. Mais la lutte de classe à classe est une lutte politique. »

Et le texte devance l'affirmation catégorique du **Manifeste** — "toute lutte de classe est une lutte politique" — en affirmant tout aussi catégoriquement : « Ne dites pas que le mouvement social exclut le mouvement politique. Il n'y a jamais de mouvement politique qui ne soit social en même temps. » (Editions sociales, 1961, pp. 176-179).

En 1873, Marx se trouve à nouveau contraint de traiter la question, en luttant cette fois non point contre une école politique qui énonce ses théories, mais contre un mouvement politique qui est en train de s'organiser à l'intérieur de l'Internationale et sur son dos : il s'agit des anarchistes, disciples du Russe Bakounine, que Marx ridiculise en rapportant leurs convictions, dans son article cinquantenaire sur **L'indifférence en matière politique**.

Marx illustre ainsi la criante contradiction entre certaines positions et le mouvement réel des ouvriers : « La classe ouvrière — soutiennent les anarchistes — ne doit pas se constituer en parti politique ; elle ne doit sous aucun prétexte avoir une action politique, car combattre l'Etat c'est le reconnaître, ce qui est contraire aux principes éternels. Les ouvriers ne doivent pas faire grève, car s'efforcer d'augmenter le salaire ou d'empêcher qu'il baisse revient à reconnaître le salaire, ce qui est contraire aux principes éternels de l'émanicipation de la classe ouvrière !... Les ouvriers ne doivent pas essayer d'obtenir une limite légale de la journée de travail, car cela revient à faire des compromis avec les patrons. Les ouvriers ne doivent pas former de sociétés pour chaque métier, car ils perpétueraient ainsi la division sociale du travail, telle qu'elle existe dans la société bourgeoise... En un mot, les ouvriers doivent se croiser les bras et ne pas perdre leur temps dans des mouvements politiques et économiques. Dans la vie pratique de tous les jours, les ouvriers doivent être les très obéissants serviteurs de l'Etat ; mais dans leur intimité ils doivent protester énergiquement contre son existence et lui témoigner leur profond dédain théorique par l'achat et la lecture de traités littéraires sur l'abolition de l'Etat ; ils doivent également bien se garder d'opposer une autre résistance au régime capitaliste que les déclamations sur la société future, dans laquelle cet odieux régime aura cessé d'exister. »

Et de commenter : « Personne ne nierait que si les apôtres de l'indifférence en matière politique s'exprimaient d'une façon aussi claire, la classe ouvrière les enverrait au diable et se sentirait insultée par ces bourgeois doctrinaires... qui sont niais et ingénus au point de leur interdire tout moyen réel de lutte, sous prétexte que toutes les armes pour combattre, il faut les prendre dans la société actuelle... »

Au cours de deux séances du Conseil général de l'Association générale des travailleurs (1ère Internationale), les 20 et 27 juin 1865, Marx fit un exposé destiné à montrer que l'oweniste John Weston avait dit bien des bêtises en affirmant que les augmentations de salaires portent préjudice aux ouvriers, et que l'influence des Trades Unions est néfaste à l'économie en général et donc aussi à la classe ouvrière. Marx montre d'abord d'une manière limpide quel est le

PARTI ET SYNDICATS

dans la conception marxiste classique

contenu des catégories économiques du capital, "salaire, prix et profit" (l'exposé fut publié plus tard sous ce titre), quelles sont leurs relations réciproques, et dans quel rapport se trouve la classe ouvrière ; il ajoutait ce commentaire en conclusion :

« Toute l'histoire de l'industrie moderne montre que le capital, si on n'y met pas obstacle, travaille sans égard ni pitié à abaisser toute la classe ouvrière à (un) niveau d'extrême dégradation... En contre-carrant les efforts du capital par la lutte pour des augmentations de salaires qui correspondent à l'intensité croissante du travail, l'ouvrier ne fait que s'opposer à la dégradation de son travail et à la dégradation de sa race... »

« L'esclave reçoit une quantité fixe et constante pour sa subsistance, mais pas le salarié. Il faut donc que celui-ci essaie, dans un cas, d'arracher une augmentation de salaires, ne serait-ce que pour compenser la baisse des salaires dans un autre cas. S'il se contentait d'admettre la volonté, le diktat du capitalisme comme une loi économique constante, il partagerait toute la misère de l'esclave sans jouir de sa sécurité. »

Marx continue à exposer pour quelles raisons fondamentales la classe ouvrière doit s'opposer à la classe capitaliste sur le terrain économique, bien que ce soit, comme il le dit, le terrain qui lui est le plus favorable : « Son degré (du taux de profit) n'est déterminé que par la lutte incessante entre le capital et le travail ; le capitaliste essayant continuellement d'abaisser les salaires à leur minimum physiologique et de prolonger la journée de travail à son maximum physiologique, tandis que l'ouvrier exerce constamment une pression dans le sens opposé. »

« La chose se réduit à la question du rapport des forces des combattants. »

« Cette nécessité même d'une action politique générale est, la preuve que dans la lutte purement économique, le capital est le plus fort. »

C'est précisément pour cela que, « si la classe ouvrière lâchait pied dans son conflit quotidien avec le capital, elle se priverait certainement elle-même de la possibilité d'entreprendre tel ou tel mouvement de plus grande envergure. »

« En même temps, et tout à fait en dehors de l'asservissement général qu'implique le régime du salariat, les ouvriers ne doivent pas s'exagérer le résultat final de cette lutte quotidienne. Ils ne doivent pas oublier qu'ils luttent contre les effets et non contre les causes de ces effets, qu'ils ne peuvent que retenir le mouvement descendant, mais non en changer la direction, qu'ils n'appliquent que des palliatifs, mais sans guérir le mal. Ils ne doivent donc pas se laisser absorber exclusivement par ces escarmouches inévitables que font naître sans cesse les empiètements ininterrompus du capital ou les variations du marché. Il faut qu'ils comprennent que le régime actuel, avec toutes les misères dont il les accable, engendre en même temps les conditions matérielles et les formes sociales nécessaires pour la transformation économique de la société. Au lieu du mot d'ordre conservateur "Un salaire équitable pour une journée de travail équitable", ils doivent inscrire sur leur drapeau le mot d'ordre révolutionnaire : "Abolition du salariat". »

Et Marx conclut son exposé en proposant l'adoption d'une résolution qui se termine ainsi :

« La tendance générale de la production capitaliste n'est pas d'élever le salaire normal moyen, mais de l'abaisser. Les syndicats agissent utilement en tant que centres de résistance aux empiètements du capital. Ils manquent en partie leur but dès qu'ils font un emploi peu judicieux de leur puissance. Ils manquent entièrement leur but dès qu'ils se bornent à une guerre d'escarmouches contre les effets du régime existant, au lieu de travailler en même temps à sa transformation et de se servir de leur force organisée comme d'un levier pour l'émancipation définitive de la classe travailleuse, c'est-à-dire pour l'abolition définitive du salariat. » (Editions sociales, 1962, pp. 103 à 110).

Cette conception du syndicat comme "levier" du parti sera reprise telle quelle dans la IXe réso-

lution sur l'action politique de la classe ouvrière adoptée par la conférence de Londres de l'Association internationale des travailleurs tenue en septembre 1871. La partie finale définit ainsi la question :

« Considérant que contre la violence collective des classes possédantes, le prolétariat comme classe ne peut intervenir que s'il se constitue en parti politique distinct, en opposition avec toutes les anciennes formations de partis des classes possédantes ; que cette constitution du prolétariat en parti politique est indispensable pour assurer le triomphe de la révolution sociale et de son but final — l'abolition des classes ; qu'il faut que l'union des forces de la classe ouvrière qui a déjà été réalisée par les luttes économiques, serve également de levier pour la masse de cette classe dans sa lutte contre la puissance politique de ses exploités ; la conférence rappelle aux membres de l'Internationale que dans l'état de lutte de la classe ouvrière son activité économique et son activité politique sont inséparablement liées. » (Travail salarié et capital, E. soc., 1962, p. 117). Dans les **Statuts généraux** de l'Internationale approuvés en septembre de l'année suivante, ces notions de base seront reprises à la lettre.

Dans une lettre à Bebel du 18-28 mars 1875 dans laquelle il critiquait durement le "Programme du parti ouvrier allemand", Engels écrivait entre autres : « Il n'est même pas question (dans le projet de programme) de l'organisation de la classe ouvrière, en tant que classe, par le moyen des syndicats. Et c'est là un point tout à fait essentiel, car il s'agit, à proprement parler de l'organisation de classe du prolétariat, au sein de laquelle celui-ci mène ses luttes quotidiennes contre le capital et se forme à la discipline, organisation qui aujourd'hui, même au milieu de la plus redoutable des réactions (comme c'est le cas en ce moment à Paris), ne peut absolument plus être détruite. Etant donné l'importance prise par cette organisation aussi en Allemagne, il serait, à notre avis absolument nécessaire de la prendre en considération dans le programme et de lui donner si possible une place dans l'organisation du Parti. » (**Critique des programmes de Gotha et d'Erfturt**, Ed. soc., 1950, p. 47).

Entre 1844 et 1845, Engels écrit une œuvre importante, **La situation de la classe laborieuse en Angleterre**, dans laquelle il explique la nécessité de l'association des ouvriers pour la défense de leur salaire : « On se demandera alors pourquoi les ouvriers cessent le travail en pareil cas puisque l'inefficacité de la mesure est évidente ? »

C'est tout simplement parce qu'ils se doivent de protester contre la baisse de salaire et même contre la nécessité de la baisse, parce qu'ils doivent expliquer qu'eux, en tant qu'hommes, n'ont pas à se plier aux circonstances, mais que bien au contraire, les circonstances doivent se plier à eux, qui sont des êtres humains ; parce que leur silence équivaudrait à une acceptation de ces conditions de vie, une acceptation du droit de la bourgeoisie à les exploiter pendant les périodes économiques favorables, et à les laisser mourir de faim dans les mauvaises périodes...

« Elles (les associations ouvrières ou syndicats) supposent cette idée très juste, que la domination de la bourgeoisie n'est fondée que sur la concurrence des ouvriers entre eux, c'est-à-dire sur la division à l'infini du prolétariat, sur la possibilité d'opposer entre elles les diverses catégories d'ouvriers. Et c'est précisément parce qu'elles s'en prennent — bien que de façon unilatérale et assez limitée — à la concurrence, ce nerf vital de l'ordre social actuel, qu'elles constituent un tel danger pour cet ordre social. L'ouvrier ne saurait trouver de meilleur point faible où frapper la bourgeoisie et avec elle l'ensemble du régime social existant. »

Plus loin, à propos de l'importance des luttes : « Ces grèves ne sont il est vrai, que des escarmouches d'avant-postes, parfois aussi des combats plus importants ; elles ne règlent rien définitivement, mais elles sont la preuve la plus sûre que la bataille décisive entre prolétariat et bourgeoisie approche. Elles sont l'école de guerre des ou-

vriers, où ils se préparent au grand combat désormais inéluctable : elles sont les prononcements de différentes branches de travail, consacrant leur adhésion au grand mouvement ouvrier... Et, en tant qu'école de guerre, elles sont d'une efficacité sans égale. » (Editions sociales, 1961, pp. 273 à 280).

Cette séquence d'extraits de nos textes classiques résume les leçons d'une période historique particulièrement riche en événements fondateurs, puisqu'elle vit le triomphe définitif de la bourgeoisie française en 1848, les premières manifestations historiques de la classe ouvrière luttant pour ses propres buts et la constitution du parti de classe du prolétariat ; c'est encore dans cette période que naît la théorie révolutionnaire de la classe des salariés et que se constitue la première organisation mondiale de son parti, la 1ère Internationale.

Ce retour en arrière de plus d'un siècle, relié aux positions de notre courant, telles que nous les avons rappelées dans notre précédent numéro, confirme la justesse des positions du parti communiste révolutionnaire sur la participation active aux luttes ouvrières et aux organisations de classe du prolétariat, dans le but d'en faire un "levier" de la lutte contre le pouvoir politique bourgeois. Ces textes dénoncent en effet avec force le mensonge de la propagande opportuniste sur les syndicats "indépendants et autonomes" des partis — ou parti révolutionnaire en fait. Ils montrent enfin quelle est la portée exacte des luttes économiques du prolétariat ; nécessaires et même inévitables, elles ne peuvent aboutir à rien de définitif et de substantiel si elles ne tendent pas à se transformer en luttes pour la conquête du pouvoir politique, si, en d'autres termes, elles ne lient pas les masses ouvrières au véritable parti communiste.

Ces textes évoquent des périodes historiques pleines de luttes souvent héroïques des prolétaires d'Europe et de la jeune Amérique d'alors, qui portaient au combat dans des conditions d'infériorité absolue. En effet, c'est au cours de ces luttes que la classe a commencé à découvrir les formes de son combat et qu'elle les a expérimentées au cours de nombreuses défaites, souvent sanglantes ; si la classe ouvrière d'aujourd'hui en a reçu la leçon et les enseignements, elle a aussi la grave responsabilité historique de ne pas trahir la signification de tant d'héroïsme. Et cette grave responsabilité pèse non seulement sur les ouvriers qui ne réussissent pas encore à s'arracher à la lâcheté de leurs chefs, à la trahison des vieux dirigeants passés à l'ennemi, mais encore sur le noyau révolutionnaire des vieilles générations de communistes qui se sont sauvés de la tragédie contre-révolutionnaire qui a abattu ensemble la révolution russe et la révolution mondiale.

Toute grève est une « bataille » et toute bataille est un épisode de la « guerre civile » entre le prolétariat et les classes possédantes. Dans cette bataille, dans cette guerre, les classes mobilisent toutes leurs ressources, toute leur énergie ; les états-majors des classes, les partis, mettent à l'épreuve leurs plans de bataille, perfectionnent leurs armes offensives et défensives, étudient l'ennemi pour le frapper à coup sûr. Une armée sans chefs n'est pas une armée, mais un troupeau d'hommes, comme un corps sans tête n'est pas un corps, mais un tronçonné. De même, sans parti ou physiquement séparé du parti, la classe des salariés n'est qu'une multitude d'exploités et le parti un cercle de doctrinaires sans disciples, une fin en soi, c'est-à-dire un avorton de parti.

Avec ou sans guide, avec ou sans parti, la classe est contrainte de se battre par le capitalisme lui-même ; lorsque les vicissitudes contraires de l'histoire empêchent le parti de se constituer, la classe est saignée à blanc dans ces batailles. Mais lorsque le parti surgit du plus profond de la tragédie, comme une sublimation des souffrances, des trahisons, de l'esclavage des prolétaires, alors doit-il, sous peine de se suicider et de tuer du même coup la révolution, se donner comme objectif fondamental de prendre la tête des masses salariées en pénétrant les « associations » les « Trade Unions », les « coalitions » des ouvriers pour en faire un « levier » contre le Capital et contre l'opportunisme installé dans les rangs ouvriers, pour en faire les « courroies de transmission », comme disait Lénine, du programme révolutionnaire.

Hymnes au capital en TCHÉCOSLOVAQUIE

Le lecteur trouvera le début de cette étude dans notre numéro 35 (septembre).

TRIOMPHE DE L'ENTREPRISE DANS LES PAYS DE L'EST

A cet égard, on retrouve chez Loebel les lieux communs devenus de rigueur dans les pays de l'Est, de Varsovie à Budapest et de Sofia à Moscou : "nécessité de reconnaître la validité du principe de l'autonomie de l'entreprise", "d'attribuer une plus grande responsabilité à la direction des entreprises", "de marcher vers l'objectif d'une plus grande autonomie de l'entreprise", etc...

Nous ne pouvons que répéter ici ce que nous disions déjà à propos du nouveau statut des entreprises d'Etat en Russie auquel nous avons consacré une étude à laquelle le lecteur pourra se reporter dans le n° 35 (avril - juin 1966) de notre revue **Programme Communiste**, et que nous avons qualifié de copie de la "Charte du Travail" fasciste : « Affirmer que l'entreprise d'Etat est le "chaînon principal de l'économie nationale" implique l'existence d'autres entreprises ayant une activité "privée" dans le sens courant de ce terme. "Direction centralisée" de l'économie d'un côté, "autonomie économique et initiative de l'en-

MONOPOLE ET CONCURRENCE

Loebel écrit : « La macro-économie doit créer des conditions idoines au développement de la compétition économique : elle ne doit nullement se croire obligée d'opérer de façon à remplacer la compétition et les conflits féconds qu'elle engendre par un monopole sans conflits ».

Quelle perle ! Car, en d'autres termes, cela signifie : le plan d'Etat ne doit pas se substituer à la concurrence entre entreprises autonomes. L'explication de cet hymne à la concurrence — et de toutes les mesures économiques récemment appliquées en Russie et dans les pays de l'Est — réside dans la baisse du taux d'accroissement de la production industrielle de ces pays. Mais cette baisse ne fait elle-même que refléter la loi marxiste de la baisse tendancielle du taux de profit, historiquement inévitable dans tous les pays. Faisant son entrée sur le marché mondial, l'industrie de l'Est — la Tchécoslovaquie y compris — s'est aperçue qu'elle ne pouvait tenir tête à la concurrence du capitalisme international. Le principe juridique de l'autonomie de l'entreprise récemment sanctionné dans tout l'Est européen n'est qu'une tentative de surmonter la léthargie de la production, d'augmenter les rythmes annuels d'accroissement de la production industrielle, de rallumer le feu vivifiant de la concurrence que le monopole d'Etat étouffait, bref de lutter contre la baisse du taux de profit, dont Marx disait :

« Le taux de profit, c'est-à-dire l'accroissement relatif du capital est particulièrement important pour tous les capitaux de formation récente regroupés de façon indépendante. Si la formation de capital devenait le monopole exclusif d'un petit nombre de gros capitaux arrivés à maturité pour lesquels la masse du profit l'emporterait sur son taux, le feu vivifiant de la production s'éteindrait définitivement, celle-ci tomberait en sommeil. Le taux de profit est la force motrice de la production capitaliste, et on n'y produit que ce qui peut l'être avec profit et pour autant que cela peut être produit avec profit. D'où l'angoisse des économistes... au sujet de la baisse du taux de profit ».

« reprise » de l'autre, constituent les termes d'une contradiction criante... C'est derrière cette contradiction qu'on tente de dissimuler le caractère mystificateur de la "planification économique". Pour être digne de ce nom, le "plan économique" ne peut être que centralisé ; cela entre ouvertement en conflit avec l'autonomie et l'initiative de l'entreprise. L'entreprise devrait être un moyen, un instrument de réalisation du plan ; elle ne peut donc posséder aucune "autonomie", ni aucune initiative ». Et nous concluons que lorsque « l'Etat met à la disposition de l'entreprise du capital fixe et circulant que l'entreprise a la tâche de faire fructifier avec son propre capital - travail, on a en plein le mode de production capitaliste qui ne peut vivre que sur la base du travail salarié ».

C'est ce mode de production que M. Loebel, après tant d'autres économistes de l'Est, enseigne sans la moindre pudeur ! Nous analyserons ici l'une après l'autre les conclusions qu'il tire de ses principes d'« autonomie ».

Le taux de profit est le rapport entre la plus-value et tout le capital avancé, et qui se subdivise en capital constant (usure des machines et prix des matières premières) qui ne crée pas de valeurs nouvelles et dont la valeur est simplement transférée au produit, et en capital variable (capital salaires) qui, justement, crée la plus-value. Si nous appelons (c) le capital constant, (v) le capital variable et (p) la plus-value, le rapport entre la plus-value et le capital avancé sera : $\frac{p}{c+v}$ formule du taux de profit (I). Le taux d'accroissement de la production industrielle se calcule en rapportant le produit supplémentaire (expression matérielle de la plus-value) obtenu en un an par toutes les entreprises industrielles d'un pays capitaliste quelconque au produit de l'année précédente (expression matérielle du capital avancé c + v).

Le taux d'accroissement de la production industrielle correspond donc au taux de profit obtenu en moyenne au cours d'une année, et la formule sera $\frac{p}{c+v}$. Qu'on nous permette de citer sur ce point la conclusion de l'étude parue dans le n° 21 (octobre - décembre 1962) de « **Programme Communiste** » sous le titre « Le Développement historique de la production capitaliste — production industrielle et rythmes d'accumulation » :

« Arrêtons-nous un instant sur l'équation productive de tout le capital industriel mis en œuvre : c + v + p. Elle symbolise deux choses. Prise en bloc,

1) La production industrielle totale réalisée en un an dans un pays capitaliste donné correspondant au capital constant total, plus le capital variable total, plus la plus-value totale peut être représentée par la formule c + v + p. Alors le rapport entre la production industrielle totale d'une année (c + v + p) et l'augmentation de production obtenue l'année suivante (et qui est égale à p, c'est-à-dire à la plus-value totale produite pendant la nouvelle année) sera mieux rendu par la formule $\frac{p}{c+v+p}$ ou si l'on fait

e le représente la valeur de tout le produit industriel pendant une période déterminée — un an dans notre cas. D'autre part elle indique les diverses parties qui constituent la valeur des produits : le capital constant, le capital variable et la plus-value (ou profit). Avant que les produits ne soient vendus, avant que leur valeur se matérialise dans la monnaie, ils n'existent que comme objets produits par le travail humain, ils ne se manifestent que sous leur forme matérielle, physique.

C'est précisément cette grandeur physique des produits que représente l'indice de la production industrielle. Représentons-nous toutes les marchandises produites en une année comme stockées dans un immense entrepôt ; rien n'empêche de les séparer en trois « tas » distincts. Le premier représentera la valeur du capital constant, le second celle du capital variable et le troisième enfin celle du profit. Nous aurons simplement exprimé les différentes composantes de la valeur des marchandises en fractions de ces mêmes marchandises, nous aurons exprimé les diverses fractions du capital (c, v et p) en parties proportionnelles à son produit. On voit donc qu'il est indifférent de considérer l'équation c + v + p comme exprimée en valeurs ou en quantités physiques. Nous pouvons donc écrire :

$$\text{Année I. — } c_1 + v_1 + p_1 = 100 \\ \text{Année II. — } c_2 + v_2 + p_2 = 110$$

Mais nous avons supposé plus haut que toute la plus-value était capitalisée. La seconde année l'avance de capital est donc égale à $c_2 + v_2 + p_2$. Nous pouvons écrire :

$$c_2 + v_2 = c_1 + v_1 + p_1 \\ \text{Calculons le taux de profit pour la seconde année :} \\ \frac{p_2}{c_2 + v_2} = \frac{p_1}{c_1 + v_1 + p_1}$$

Or nous savons que $c_2 + v_2 + p_2 = 110$; nous en déduisons facilement que $p_2 = 10$. Remplaçons les lettres par leur valeur ; il vient :

$$\text{taux au profit} = \frac{10}{100} = 10\%$$

Calculons maintenant l'accroissement relatif de la production annuelle. On a :
Accroissement absolu = $110 - 100 = 10$
Accroissement relatif = $\frac{10}{100} = 10\%$

Nous voyons donc que, pourvu que l'on suppose que la composition organique du capital ne varie pas dans l'espace d'une année et que toute la plus-value est capitalisée, le taux de profit est égal à l'accroissement relatif de la production.

Or, dans la section III du Livre III, Marx démontre qu'avec l'augmentation de la composition organique du capital (c'est-à-dire de la part du capital constant c relativement au capital variable v dans le capital total), la plus-value diminue relativement au capital avancé, c'est-à-dire que le profit baisse. La baisse constatée du taux d'accroissement de la

$k = c + v + p$, par la formule $\frac{p}{k}$. Cette formule est celle du taux de profit d'un capital en cycle continu que l'on veut, à un moment donné, comparer à celui d'une phase précédente. La formule de Marx $\frac{p}{c+v}$ donne, elle, le taux de profit du capital en général. Le lecteur intéressé est prié de se reporter à l'article « Un chapitre inédit du capital » dans le n° 35 de « **Programme Communiste** ».

production industrielle qui se vérifie à l'Est comme à l'Ouest est une démonstration concrète de la validité de cette loi formulée par Marx de la baisse tendancielle du taux de profit.

L'Est capitaliste tente donc

JEU DE L'OFFRE ET DE LA DEMANDE FAILLITE DE L'ENTREPRISE

Loebel écrit : « Les entreprises doivent être considérées comme propriétaires des profits produits par leur activité, mais elles doivent aussi subir les conséquences d'une mauvaise direction, y compris le risque d'élimination totale de l'activité productive. Un tel climat économique implique que les entreprises sont en compétition entre elles, que leurs profits et même, en fait, leur existence, dépendent du jugement des

AUTO-FINANCEMENT DE L'ENTREPRISE

Loebel écrit encore : « Les entreprises ont leur fonds de base qui subissent l'usure dans le procès de production ; mais à part cet amortissement normal, il existe aussi une usure économique due au progrès technico-scientifique. Toute entreprise devrait avoir son propre fonds d'amortissement dans lequel elle pourrait puiser pour remplacer les installations usées ou démodées. Aux Etats-Unis, les industries productrices de biens de consommation remplacent leurs machines par des modèles plus récents, tous les deux ou quatre ans. C'est la base de tout progrès technique » !

FIN DU MONOPOLE DU COMMERCE EXTERIEUR

Il y a deux ans, lorsque la revue officielle du parti « communiste » tchécoslovaque publia un article du professeur Sik préconisant le renforcement des pouvoirs des directeurs d'entreprise allant jusqu'à « l'importation de nouvelles machines à l'étranger », nous nous demandâmes si cela signifiait l'abolition du monopole étatique du commerce extérieur en Tchécoslovaquie. En 1966, le professeur Loebel dit carrément qu'on doit « faire en sorte que les entreprises mesurent leurs forces dans la compétition internationale ». L'entreprise doit donc être autonome, non seulement sur le marché intérieur, mais sur le marché mondial. Cela ne peut signifier autre chose que l'abolition du monopole étatique du commerce extérieur. D'ailleurs, M. Loebel ne craint pas d'être clair, puisqu'il écrit : « Les entreprises produisent pour l'exportation, mais elles ne peuvent jamais entrer en contact avec leurs clients étrangers. Les organisations pour le commerce extérieur achètent son produit à l'entreprise qui, le plus souvent, ne sait ni à qui ni à quel prix celui-ci est vendu. Une barrière rigide sépare la production et le marché mondial et les entreprises productrices sont complètement séparées de leurs marchés étrangers », toutes choses qui, pour M. Loebel, sont un mal. Il préconise donc ouvertement l'abolition du monopole étatique du commerce extérieur. Depuis, l'Etat tchécoslovaque a d'ailleurs traduit ces propositions en actes : récemment s'est tenue à Florence une réunion des marchands italiens vendant en gros les cristaux de Bohême et de leurs confrères tchécoslovaques ; eh bien, ces derniers jouissaient de la plus entière « liberté », débarrassés de tout monopole étatique du commerce extérieur ! Celui que la révolution d'Octobre avait instauré en Russie ne sortait certes pas du cadre de mesures capitalistes avancées, au même titre que la nationalisation de la terre ; mais il avait la fonction de permettre à l'Etat prolétarien russe isolé de contrôler le développement économique intérieur et de l'orienter vers le socialisme en attendant la révolution prolétarienne en Europe.

de combattre la baisse du taux de profit chez lui en ranimant la concurrence, mais celle-ci ne fera que contribuer à l'éclatement de la crise mondiale de surproduction que nous prévoyons pour la prochaine décennie.

consommateurs dont elles se disputent la faveur sur la base de la concurrence ».

Loebel se prononce donc pour la concurrence, avec toutes les conséquences que cela comporte : recherche de la faveur des consommateurs (ce qui signifie publicité, etc...) faillite des entreprises les plus faibles, etc... Le capitalisme tchécoslovaque s'exhibe désormais sans voiles et sans pudeur aux yeux du monde entier !

En réalité, c'est la base capitaliste de ce progrès et rien de plus. Dans les conditions de la concurrence entre entreprises autonomes, que Loebel préconise, ce sont les entreprises qui procéderont aux innovations techniques qui feront faillite, les coûts de production étant « beaucoup plus élevés pour les entreprises organisées sur la base de nouvelles inventions que pour celles qui surgissent sur leurs ruines, ex suis ossibus » comme le notait déjà Marx. « Sur leurs ruines », ce sont les capitalistes financiers les plus méprisables qui prospéreront. Beau « socialisme »...

Les sycophantes engendrés par la contre-révolution stalinienne, parmi lesquels se trouve M. Loebel, non seulement sabotent au contraire la révolution prolétarienne dans le monde et coexistent pacifiquement avec les U.S.A., centre de l'impérialisme international, mais ils abandonnent l'une après l'autre toutes les mesures de capitalisme avancé prises par la dictature prolétarienne d'Octobre pour se mettre à l'école du capitalisme occidental en pleine putréfaction.

CONCLUSION

A la fin de son article, le professeur Loebel écrit : « Les lecteurs des articles écrits par nos économistes... considèrent que toutes ces recommandations et indications équivalent à une copie pure et simple du capitalisme, ou même à un retour au capitalisme ».

Pour nous, les articles des professeurs Loebel, Sik et tutti quanti ne sont certes pas la preuve d'un retour de l'économie tchécoslovaque au capitalisme, pour la bonne raison que pas plus que l'économie russe, elle n'a jamais été, à nos yeux, une économie socialiste, mais une économie capitaliste. Nous voyons donc, dans les articles de M. Loebel, une chose bien simple, mais néanmoins importante : un aveu qui confirme la validité de la théorie marxiste et des prévisions de notre Parti depuis au moins 20 ans. Le fait que nous soyons, aux dires des bourgeois et de leurs valets, des « mystiques, des dogmatiques et des fanatiques » ne nous a en effet pas empêchés de prévoir avec au moins vingt ans d'avance ce qui se produit aujourd'hui dans les pays de l'Est. L'aveu de la nature capitaliste de l'économie russe et des pays de l'Est, cet aveu que nous attendions, ce sont ceux qui ont édifié, défendu le capitalisme russe et qui le représentent aujourd'hui qui l'ont fait de leur propre bouche. Puisse cela permettre au Parti communiste international qui l'avait prévu et qui prévoit la crise mondiale de surproduction au cours des dix prochaines années de se renforcer et de s'organiser à l'échelle mondiale pour devenir le guide de l'offensive rédemptrice des opprimés.

L'arme de la grève

(Suite de la première page)

ces trente dernières années, en renonçant à la seconde a perdu l'usage des armes de la première : renonçant au but final de la lutte ouvrière, il s'est avéré incapable de poursuivre son but immédiat. Au nom des intérêts supérieurs de la démocratie, il a renoncé à revendiquer pour d'abord produire ; ensuite il a prétendu concilier les intérêts de la production avec ceux des ouvriers. Dès lors il ne saurait plus concevoir une transformation sociale obtenue par des voies révolutionnaires. Aussi, B. Frachon, son représentant le plus autorisé, s'est-il vivement rebiffé lorsqu'on l'interrogea insidieusement sur le syndicalisme ancienne-formule : il n'est plus jamais question, a-t-il répondu en substance, de lier la revendication quotidienne à la destruction du capitalisme. C'est de cela, en effet, qu'il s'agissait dans l'interview à la radio et l'expression de la grève-arme-idéologique n'est qu'une tournure maladroite destinée à mettre le leader de la C.G.T. au pied du mur : la grève n'est qu'une arme matérielle, un moyen d'action ; l'idéologie, ou plus exactement la conscience révolutionnaire, germe sur la base des luttes quotidiennes, mais n'en surgit pas spontanément. Selon sa nature, sa fonction et le caractère des forces qui le dirigent, le syndicat peut favoriser ou faire obstacle au développement de cette conscience. Mais il est fatal que le syndicat, s'il est aux mains du parti révolutionnaire, se donne pour devoir, dans des conditions opportunes, de greffer l'assaut donné à l'Etat capitaliste sur l'agitation revendicative générale. Ainsi, chez Lénine, la grève générale — que le vieux syndicalisme révolutionnaire cultivait comme une conception fumeuse — est devenue la formule pratique d'une véritable mobilisation sociale de toute la classe ouvrière au moment de l'insurrection armée contre l'Etat bourgeois. C'est de cette formule authentiquement communiste que les journalistes bourgeois de l'O.R.T.F. voulaient obtenir le désaveu formel par la voix même du « communiste » Frachon. Ils y ont parfaitement réussi.

Ce dernier, dans sa riposte indignée, n'est sans doute pas allé jusqu'à exhumer la phrase scélérate de la C.G.T. et du P.C.F. à la belle époque du tripartisme et de la Reconstruction nationale, et selon laquelle la grève était devenue « l'arme des trusts » sabotant la production. Il a tout de même rejeté sans équivoque l'utilisation de la grève générale comme arme de masse dans la lutte pour le pouvoir. Mais ce faisant, il a implicitement rejeté, également, la grève tout court. Ce ne sont pas, en effet, les bourgeois, tacitement visés dans sa réponse, qui « discréditent la grève en lui prêtant des objectifs qu'elle n'a pas » ; ce sont les propres dirigeants des ouvriers qui crient à l'aventure et à la provocation lorsqu'ils entendent parler, non pas de grève insurrectionnelle, non pas de grève générale politique, mais simplement de grève dure, de grève illimitée, de la seule et vraie grève qui puisse prétendre à quelque efficacité. Combien de fois, devant des suggestions minoritaires en faveur du « tous ensemble » et de l'action « jusqu'à pleine satisfaction », ne se sont-ils pas écriés :

« Vous voulez donc la révolution ! » en spéculant ignoblement sur la pusillanimité des ouvriers qui, découragés par d'innombrables trahisons, en sont venus à douter de l'utilité de la simple grève revendicati-

ve. Le syndicalisme actuel, le syndicalisme de discussion et de négociation, ne se borne donc pas à condamner la grève comme arme révolutionnaire : sous ce prétexte, il en est arrivé à condamner l'usage des moyens et méthodes qui empêchent toute grève « économique » de n'être pas un fiasco.

S'il est bien vrai que la classe ouvrière ne fait la grève que parce qu'elle y est contrainte par l'aggravation de ses conditions de vie et de travail, il n'est pas moins vrai que cette riposte, si elle est efficace et conforme aux intérêts immédiats de toute la classe, doit appeler la préparation d'un heurt plus général et décisif. Toute grève qui veut réussir doit s'inspirer de cette perspective révolutionnaire ; toute grève qui utilise les armes radica-

les de la classe ouvrière contribue à développer et renforcer chez les ouvriers la notion de cette perspective. Et c'est pourquoi le sort des dirigeants du syndicalisme de collaboration de classe est subordonné au maintien de l'impuissance actuelle des ouvriers.

Une grève dure, une grève menée dans l'esprit de la lutte de classe, quel que soit son résultat immédiat sur le plan de l'objectif économique poursuivi, peut être le signal d'une reprise ouvrière générale et, partant, la faillite et la dislocation du syndicalisme défaitiste de discussion et de négociation. On comprend que tous les Frachon de tous les syndicats veuillent l'éviter à tout prix : c'est pourtant une gageure qu'ils ne sauraient indéfiniment tenir.

Le commencement de la fin au Congrès travailliste ?

(Suite de la page 1)

perspective qu'il combat le blocage des salaires et craint les licenciements. S'il n'en était pas ainsi, c'est que ces travaillistes de gauche seraient aussi imbéciles que les soi-disant communistes qui croient possible et « réaliste » une « politique anti-inflationniste de gauche » combinée à une « politique de paix » et de réduction des dépenses militaires.

Ce point éclairci afin de prévenir toute équivoque, il faut constater que Cousins est contraint de se faire l'interprète de certains intérêts prolétariens, dans les limites bornées de son horizon syndicaliste et en les mêlant aux aspirations pacifistes des petits-bourgeois. Mais ce jeu n'est pas sans danger : s'ils se jugeaient « trahis », les ouvriers se retourneraient contre lui avec la même virulence qu'ils ont manifestée à l'égard de Wilson. Qu'une telle « tendance » existe bien dans le prolétariat anglais, l'accueil réservé à Wilson par les ouvriers suffit à le prouver, puisque celui-ci a dû se faire protéger par un détachement important de policiers, fait sans précédent dans la vie de ce peuple si respectueux de la loi.

Dans ce climat d'agitation et de conflits, l'approbation de sa politique arrachée par Wilson au Congrès ne peut être considérée comme une manifestation de l'habituelle soumission de ce parti « ouvrier » au gouvernement qui, plus que jamais, montre qu'il n'est que le comité d'administration de la bourgeoisie. Wilson a dû suer sang et eau pour plier le Congrès impressionné par la menace de ces ouvriers arrivés à Brighton de divers points de l'Angleterre où ils venaient d'être licenciés et qui ont sifflé le leader travailliste dès la veille du Congrès, lorsqu'il s'apprêtait, lui le « croyant », à lire un sermon évangélique dans une église méthodiste.

Répétant fermement ses positions de principe selon lesquelles les efforts de modernisation de l'appareil productif sont la seule voie de salut pour l'économie nationale et le parti lui-même, Wilson a utilisé toutes les ressources de son autorité afin d'obtenir l'approbation des délégués.

Mais il ne se contenta pas de prêcher. Devant la tournure que prenaient les événements à

la suite des protestations des ouvriers qui, dans certaines industries, ont déclenché des grèves organisées en dehors et contre les syndicats qui refusèrent de s'y associer pour rester fidèles à leur adhésion volontaire au blocage des salaires votée au Congrès des Trade Unions de septembre, Wilson a utilisé la dernière ressource dont il disposait pour imposer le blocage. Se moquant de l'opinion du Congrès, il faisait approuver par une procédure d'urgence, alors qu'il siégeait encore, le décret anti-syndical permettant l'application de sanctions pénales contre les ouvriers qui feraient grève et les dirigeants syndicaux qui, d'aventure, les suivraient. Nul doute qu'il ait ainsi fait monter ses actions auprès des banquiers d'Europe et de tous les bourgeois, même si personne ne se fait d'illusions sur les résultats finaux de cette opération.

Sans forcer l'interprétation des faits, on peut donc admettre qu'une certaine tension sociale se manifeste en Angleterre. On ne peut certes pas exclure que la « conjoncture » actuelle puisse être dépassée au bout des six mois de blocage absolu des salaires (et des prix) et des six mois de « sévères restrictions » qui suivront. On ne peut exclure que la classe ouvrière plie à nouveau l'échine. Mais deux choses sont sûres : le travaillisme et Wilson ne réussiront pas à renverser la tendance fondamentale de l'économie britannique et à lui rendre sa vigueur juvénile ; le travaillisme ne pourra plus effacer de l'histoire la honte dont il s'est couvert ces derniers mois, depuis les mesures « déflationnistes » du 20 juillet jusqu'au récent Congrès du Labour Party, en passant par le Congrès de septembre des Trade Unions. La réalité se chargera d'enseigner aux ouvriers l'inutilité des efforts et des privations auxquels le travaillisme les aura contraints. Il deviendra clair alors que le soi-disant « défi au capitalisme » et le défi à la « perversion communiste des principes socialistes » lancés par Wilson ne sont pas seulement de la plus ignoble démagogie, mais le plus monstrueux mensonge par lequel l'opportunisme social-démocratique combat son seul ennemi : le communisme révolutionnaire.

Ce n'est pas pour rien que l'ombre de Karl Marx, qui repose au cimetière de Highgate,

L'opportunisme stalinien

(Suite de la page 1)

hautement développée, ses moyens de destruction de la force de travail rendue inutile par le développement impérialiste tenaient de l'artisanat médiéval. L'Amérique pratique le génocide avec la productivité de la grande industrie moderne.

Vous devriez donc vous taire, Monsieur Hall, mais vous êtes visiblement de la race des incorrigibles bavards. Et puisque le fait d'avoir apporté votre modeste contribution à l'épouvantable défaite du prolétariat mondial vous a décidément fait perdre tout reste de pudeur, force nous est de vous répondre. Si vos patrons vous ont lâché et vous ont permis de venir en Europe, les dénoncer, c'est qu'ils doivent y trouver avantage (encore un aspect du

fascisme, Monsieur Hall). Et voici comment vous les servez : « les Etats-Unis ont été conduits dans une dangereuse impasse. Leur erreur de calcul (souligné par nous, "Le Proletaire") les a amenés à l'attaque la plus perverse, la plus sauvage, la moins civilisée, la plus barbare et la plus criminelle jamais perpétrée contre une petite nation dans les annales de l'histoire de l'homme ». Pauvres bourgeois américains ! Plaignons-les tous ensemble ! Ils ont fait une erreur de calcul et ils sont dans une impasse ! Comment faire pour les tirer de là ? Comment faire pour NOUS tirer de là ? Exactement ce que vous faites, Monsieur Hall : répéter à satiété au prolétariat mondial ce que n'ont cessé de prêcher avant vous les Kautsky, les Staline, les Krouchtchev et autres Kossyguine, que l'impérialisme est une « erreur de calcul » dommageable au développement du capitalisme lui-même, qu'une autre politique est possible, une politique de commerce loyal, de respect de l'intégrité des autres, de non-ingérence et de paix. On sait comment cela finit et comment, malgré les prêches des réformistes de la 2^e Internationale et des pacifistes de la S.D.N., les erreurs de calcul se multipliant, il fallut débloquer les impasses avec des millions d'obus et de bombes. Ce qui n'empêcha pas les partisans du « calcul juste » de célébrer les mérites de la paix retrouvée et d'annoncer les lendemains qui chantent... Vous entamez le prêcher, Monsieur Hall, et vous vous préparez déjà à l'alleluia.

Monsieur Hall, comme votre enfance a été nourrie, ainsi que celle de tout bon américain, de cette très typique mythologie du Far-West, vous prédiriez à l'impérialisme américain la mort terrible du cow-boy par le soleil et la soif « (...) Il marche vers la vallée de la mort parce qu'il refuse de prendre conscience de ce qui marque notre époque : il est possible de perpétrer des actes militaires d'agression, mais il est impossible de les transformer en victoires politiques, en domination politique ».

C'est juste, Monsieur Hall : le capitalisme a épuisé ses possibilités. Il ne peut plus, d'une façon durable, surmonter sa contradiction fondamentale entre la production, sociale, et l'appropriation, privée. Il ne peut se survivre que par la guerre, la destruction et le massacre, mais il ne peut plus vaincre. Il ne peut plus faire tolérer son oppression, parce qu'elle est devenue intolérable. Et c'est ce qui rend votre situation à vous, réformiste, impossible. Vous qui avez renoncé depuis longtemps à l'attaquer, vous ne pouvez plus convaincre, aujourd'hui, ses victimes à céder. Ce monde ne peut plus être réformé : il attend la révolution.

C'est vous qui êtes dans la vallée de la mort, Monsieur Hall ; votre impérialisme est en train de vous y sacrifier.

Votre brave cheval, ce bon vieil opportunisme stalinien, n'en pouvant plus, s'est écroulé sur les genoux. Vous avez perdu votre chapeau à l'étoile rouge dans le sable et vous avez mordu la poussière.

Il fait terriblement chaud, Monsieur Hall, comme sous le phosphore, à Hambourg, comme sous le napalm au Vietnam.

Priez ! Gus Hall, votre cheval est en train de crever.

trouble le sommeil de Wilson. Celui-ci n'a-t-il pas déclaré que pour résoudre les problèmes de sa chère bourgeoisie britannique et pour renforcer le travaillisme, il ne faut pas chercher « une inspiration et une réponse dans le cimetière de Highgate » ? C'est cette peur qui renforce notre certitude que le travaillisme a commencé à creuser sa propre tombe au cours de son dernier Congrès. L'enterrement aura lieu lorsque les ouvriers cesseront de se chercher des intermédiaires douteux dans des personnages équivoques à la Cousins pour mettre eux-mêmes fin directement, et les armes à la main, aux Congrès opportunistes.

Souscription permanente

1966

Liste N° 9

Fanfula, 10 ; Cecchino, 5 ; Bruno C, 5 ; Maurice, 20 ; Nestor, 60 ; Bruse, 20 ; Lastéradé, 15 ; Mario, 10 ; Piero, 10 ; Nino, 5 ; Oscar, 5 ; Catania, 15 ; Alain, 20 ; Suzanne, 24 ; Théo, 6 ; Robert, 70 ; Entre camarades, 22 ; Arthur, 32 ; Gérard, 5,56 ; Paul, 4 ; Vive la Révolution, 10 ; Pour la Dictature du Proletariat, 10 ; Jean, 10 ; René, 10 ; Louis, 20 ; François, 40 ; Dominique, 20 ; Les Ouvriers n'ont pas de Patrie, 20 ; Etienne, 10 ; Pierre, 10 ; Vive la lutte de classe, 20 ; Non aux élections, 20 ; Frank, 10 ; André, 10 ; Alain, 10 ; Jacques, 10 ; Marcel, 4,56 ; Jules, 2,60.

Total précédent .. 4.196,34 F.

Total liste n° 9 .. 610,72 F.

Total général 4.807,06 F.

PERMANENCES A MARSEILLE

Le samedi 5 novembre et le samedi 19 novembre de 17 h. 30 à 20 h. 30 au siège du journal : 7, Cours d'Estienne-d'Orves (4^e ét.)

Directeur - Gérant

F. GAMBINI

B. P. 375 Marseille-Colbert

IMPRIMERIE « LINO - IMP. »
3 et 5 boulevard Desplaces
M A R S E I L L E (X^{ème})

Dépot légal 28794, déc. 63, Paris
Distribué par les N.M.P.P.